

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle de l'environnement
et des installations classées

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 11 606 DE MISE EN DEMEURE

Société SCAPNOR

à

BRUYERES SUR OISE

**Le Préfet du Val d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 autorisant la société SCAPNOR à exploiter l'entrepôt de stockage de produits combustibles situé à BRUYERES SUR OISE - ZAE du bac des Aubins ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010 imposant à la société SCAPNOR des prescriptions techniques complémentaires suite aux modifications des conditions d'exploitation des installations et à la révision de l'étude des dangers en 2008 ;

VU le rapport du Directeur Régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise en date du 11 octobre 2013 élaboré suite à la visite programmée du 20 septembre 2013 ;

CONSIDÉRANT que la visite de l'inspection a mis en évidence des non conformités notables portant sur :

- le stockage de produits combustibles au niveau de la voie pompier, à l'extérieur du bâtiment,
- l'installation d'un groupe frigorifique à l'ammoniac en complément des installations frigorifiques présentes sur le site,
- l'absence de porte coupe-feu au niveau des locaux de charge situés dans la cellule 1 du bâtiment 1,
- la décision de l'exploitant de ne pas mettre de mur coupe-feu en façade nord de la cellule 10,
- des modifications notables apportées aux installations non communiquées au préfet du Val d'Oise,

CONSIDÉRANT que lors de la visite, il a été constaté la présence, le long de la cellule 6 du bâtiment 2, de stockages de produits combustibles (charbon de bois, sacs de litières, et autres

produits non identifiés) à l'extérieur du bâtiment au niveau de la voie pompier, rendant difficile l'accès et la circulation des engins de secours sur le site en cas de sinistre ;

CONSIDERANT qu'ainsi l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 26.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite, il a été constaté qu'un groupe frigorifique à l'ammoniac a été installé en complément des installations frigorifiques présentes sur le site dans le cadre de la conversion de la cellule 2 du bâtiment 1 en cellule frigorifique, cette cellule ayant été intégralement réaménagée avec la mise en place de panneaux d'isolation sur les parois et au plafond et avec la création de nouvelles portes de quais ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite, il a été constaté l'absence de porte coupe-feu 2 heures au niveau des locaux de charge situés dans la cellule 1 du bâtiment 1, l'étude de dangers de 2008 spécifiant que les locaux de charge installés au niveau des cellules 1 et 4 sont séparés des stockages par des parois coupe-feu 2 heures ;

CONSIDERANT qu'ainsi l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 28.4 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'un mur coupe-feu 2 heures toute hauteur a été mis en place en 2011 en façade ouest du bâtiment 10 (cellule 10) ainsi qu'en façade sud de la cellule 6 du bâtiment 2 et a indiqué ne pas avoir installé de mur coupe-feu au niveau de la façade nord du même bâtiment 10, compte tenu de la construction d'un mur coupe-feu de degré deux heures en façade sud de la cellule 6 ;

CONSIDERANT qu'ainsi l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 27.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010 qui prévoient qu'« un mur coupe-feu de degré 2 heures sera mis en place sur les façades nord et ouest du bâtiment 10, avec un flocage en toiture sur 8 m, avant fin 2011 ;

CONSIDERANT que des modifications notables intervenues sur les installations de la société SCAPNOR (absence de mur coupe-feu au niveau de la façade nord du bâtiment 10, installation d'un groupe frigorifique à l'ammoniac) n'ont pas été portées à la connaissance du préfet du Val d'Oise ;

CONSIDERANT qu'ainsi l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 5 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010 qui prévoient que toute modification notable, au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement, doit être portée à la connaissance du préfet ;

CONSIDERANT que le non respect de certaines prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010 constitue des non conformités notables ;

CONSIDERANT en conséquence qu'il convient de faire application de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter certaines dispositions des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

A R R E T E

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement, **la Société SCAPNOR est**, pour l'exploitation de ses installations sises à BRUYERES SUR OISE, ZAE du bac des Aubins, **mise en demeure de respecter** :

- sous un délai de 15 jours,

- les dispositions de l'article 26.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010 qui prévoit qu' *« afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 m de largeur et de 3,5 m de hauteur libre au minimum est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins des trois groupes de bâtiments »*, en maintenant dégagées les voies pompiers situées autour des bâtiments et en supprimant l'ensemble des stockages situés en extérieur en dehors des bâtiments dédiés (stockage de bouteilles d'eau et de produits combustibles).

- sous un délai de trois mois,

- les dispositions de l'article 5 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010 qui prévoit que *« toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement »*, en portant à la connaissance de M. le Préfet du Val d'Oise l'ensemble des modifications apportées aux installations présentes sur le site avec tous les éléments d'appréciation;
- les dispositions de l'article 28.4 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010 en mettant en place des portes coupe feu de degré 2 heures au niveau des locaux de charge du bâtiment 1 ;

- sous un délai de neuf mois,

- les dispositions de l'article 27.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010 qui prévoit qu' *« afin de limiter un effet domino vers le bâtiment voisin et de limiter les effets thermiques en dehors des limites de propriété, un mur coupe-feu de degré 2 heures sera mis en place sur les façades nord et ouest du bâtiment 10, avec un flochage en toiture sur 8 m, avant fin 2011 »*, en mettant en place un mur coupe-feu de degré 2 heures sur la façade nord du bâtiment 10 ;

Article 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée en Mairie de BRUYERES SUR OISE, pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie, et maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cédex:

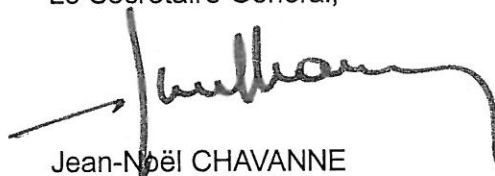
1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la mise en service de l'installation, si celle-ci n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, la Directrice Départementale des Territoires, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France et le Maire de BRUYERES SUR OISE sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le 24 OCT. 2013

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Chavanne', with a long horizontal stroke extending to the right. A small arrow points from the printed name below to the start of the signature.

Jean-Noël CHAVANNE